Repères bibliographiques du dossier « le processus de décision dans les systèmes éducatifs »

Marie-France Pamart

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/1959>

DOI : 10.4000/ries.1959

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2003

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Marie-France Pamart, « Repères bibliographiques du dossier « le processus de décision dans les systèmes éducatifs » », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 32 | avril 2003, mis en ligne le 25 novembre 2011, consulté le 05 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1959> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.1959>

Repères bibliographiques

Marie-France Pamart

La bibliographie s'est limitée ici à quelques références récentes, postérieures à 1995, provenant de documents consultables au CIEP ou en ligne.

Les politiques d'éducation : itinéraires et acteurs

BARROSO Joao, « Autonomie et modes de régulation locale dans le système éducatif », *Revue française de pédagogie*, n° 130, mars 2000, p. 57-71.

Dans le cadre du renforcement de l'autonomie de l'école, l'auteur examine les changements du rôle de l'État dans les processus de décision politique et d'administration de l'éducation ; ceux-ci vont dans le sens d'un transfert des pouvoirs et des fonctions du niveau national et régional vers le niveau local. Ce phénomène de décentralisation est perceptible dans un certain nombre de pays, surtout de culture anglo-saxonne ; mais des critiques sont apparues, contestant l'introduction de la logique de marché dans le domaine de l'éducation. L'auteur propose donc une redistribution des rôles entre les professionnels, les familles et l'État, en stipulant que soit préservé et accru le rôle régulateur de ce dernier.

BOIS Michel coord., *Les systèmes scolaires et leurs régulations, Actes du colloque organisé à l'IUFM de l'académie de Lyon en avril 2000, CRDP de Lyon (Documents actes et rapports pour l'éducation)*, 2002, 154 p.

A l'origine du colloque puis de ce livre, un constat : les systèmes scolaires souffriraient de leurs régulations. Partant de là, les auteurs formulent hypothèses et questions dont les principales pourraient être celles-ci : comment se construisent les décisions ? Quels sont les processus préparatoires ? Quelles régulations pour décider et conduire le changement dans un système scolaire ? Dans l'introduction, Claude Thélot étudie l'organisation du système et les niveaux de décision, avec une comparaison entre la France et l'Angleterre ; puis, au fil de l'ouvrage, le processus d'évaluation-décision est analysé, soit à partir d'un cas concret (création des ZEP), soit à partir des différents niveaux où il doit s'exercer (le politique, l'établissement scolaire, le réseau local, l'IUFM). La conclusion porte sur l'évaluation et l'expertise comme facteur de réforme et accompagnement du pilotage.

BOTTANI Norberto coord., « Les indicateurs comme outils des politiques éducatives », *Politiques d'éducation et de formation*, n° 3, décembre 2001, 126 p.

En 1992, l'OCDE publie son premier recueil d'indicateurs internationaux de l'enseignement sous le titre « Regards sur l'éducation ». Depuis lors, ce recueil a paru presque tous les ans avec des améliorations d'année en année et ses huit éditions constituent un ensemble unique de données sur l'évolution des systèmes d'enseignement dans les pays de l'OCDE durant la dernière décennie. L'ensemble des articles réunis pour ce numéro a été conçu pour montrer la polyvalence des indicateurs pour les politiques de l'éducation, avec des analyses plus poussées pour certains pays comme la France, les États-Unis, l'Afrique francophone ainsi que sur les études menées par l'IEA (International Association for the Evaluation of Educational

Achievement) avec sa conception du « monde comme laboratoire éducatif ». Le dernier article fait le point sur un outil particulier au service des comparaisons internationales : la « classification internationale type éducation » ou CITE.

BOURDON Jean coord., THELOT Claude coord., **Éducation et formation : l'apport de la recherche aux politiques éducatives**, Paris, CNRS, 1999, 318 p., index, tabl., bibliogr.

Suite à un séminaire organisé en 1995-1996 destiné à lancer des passerelles entre la recherche et la politique éducative, les textes rassemblés dans cet ouvrage sont organisés autour de quatre grands thèmes : école et société ; le maître, la classe et leur évaluation ; financement et rendement ; l'enseignement supérieur. À côté d'économistes de l'éducation s'expriment des sociologues de l'éducation, des psychologues et des didacticiens.

BROADFOOT Patricia, « Un nouveau mode de régulation dans un système décentralisé : l'État évaluateur », **Revue française de pédagogie**, n° 130, mars 2000, p. 43-55.

Ce dossier de la *Revue française de pédagogie* est consacré au développement de l'autonomie des établissements scolaires. Il analyse les mécanismes mis en place en France et en Angleterre (et en particulier l'évaluation) qui permettent aux gouvernements de déterminer les priorités, de gérer le pilotage et de contrôler la qualité du système éducatif national.

CHARLOT Bernard dir., BEILLEROT Jacky dir., **La construction des politiques d'éducation et de formation : deuxième biennale de l'éducation et de la formation**, Paris, PUF, 1995, 293 p.

La sélection de textes présentés à la Biennale a été conçue suivant plusieurs axes : le politique et la planification ; le mondial et l'europpéen ; le national et le local ; le scolaire et le non-scolaire. L'ouvrage comprend les parties suivantes : les perspectives internationales, la planification de l'éducation, des recherches sur les systèmes scolaires et universitaires, les politiques d'éducation et de formation face à la décentralisation, les politiques de formation des entreprises.

DURAND-PRINBORGNE Claude, **Aspects légaux de la planification et de l'administration de l'éducation**, Paris, UNESCO. IIEP (*Principes de la planification de l'éducation* n° 67), 2000, 106 p., bibliogr.

Cet ouvrage a pour objet l'étude du droit dans le processus de planification des systèmes éducatifs et dans leur administration. Se basant sur des exemples de pays de droit écrit et plus particulièrement sur le cas français, l'auteur analyse les aspects essentiels de la relation entre planification et droit. Il rappelle les différents types de dispositions juridiques constituant le cadre légal d'une politique éducative et apporte les outils nécessaires pour en comprendre les règles. Il développe certains points où s'exerce le droit à l'éducation : détermination des autorités compétentes, instruments et procédures de planification.

DUTERCQ Yves, **Politiques éducatives et évaluation : querelles de territoires**, Paris, PUF (*Education et formation recherches scientifiques*), 2000, 194 p.

Ce livre est le fruit d'un travail de recherche sur l'évaluation des politiques territoriales d'éducation après les premières lois de décentralisation. La délégation et le transfert des compétences, qui s'apparentent en réalité à une redistribution des pouvoirs, exige en retour un certain contrôle de la puissance centrale ou d'autres instances pour assurer la bonne régulation de l'ensemble du système. Est-on vraiment passé d'un pilotage étatique central à un gouvernement territorial de l'éducation ? Et faut-il parler de politiques éducatives territoriales

ou simplement territorialisées? Ces questions sont ici traitées à travers des études de cas originaux qui éclairent les diverses tensions entre le local et le national et qui montrent que la notion de politiques publiques évolue sous l'action de leur prise en charge par les collectivités territoriales.

HALLAK J., « *Globalisation and its impact on education* », *Oxford studies in comparative education*, vol. 10, n° 2, 2000, p. 21-41.

Analyse et réflexions de l'auteur sur les dimensions de la mondialisation et ses conséquences multiples sur les buts de l'éducation, la structure des systèmes éducatifs et le rôle des gouvernements et de leurs partenaires.

LEGRAND Louis, *Les politiques de l'éducation*, Paris, PUF (*Que sais-je?*), 1998, 127 p.

Dans ce petit livre, l'auteur essaie de préciser comment une politique d'éducation se détermine et s'applique; pour cela, il dégage et étudie un certain nombre de « points chauds » comme la détermination des fins des objectifs et des moyens, la mise en œuvre des politiques et la planification, le problème de la centralisation et de l'autonomie locale, le choix des contenus et des méthodes, la lutte contre l'échec scolaire.

LELIEVRE Claude, *Les politiques scolaires mises en examen: douze questions en débat*, Paris, ESF (*Pédagogies, essais*), 2002, 208 p.

L'auteur a sélectionné, à propos du système éducatif, douze questions qui font débat en ce printemps 2002 peu avant les élections présidentielles et législatives. Les futurs candidats s'expriment sur ces domaines sensibles dont l'auteur fait un historique rapide depuis 1958. Ces douze questions sensibles et récurrentes sont: la violence à l'école, l'illettrisme, les rythmes scolaires, les langues vivantes au primaire, l'informatique pour tous, la réforme du collège, le latin en sursis, le baccalauréat et l'entrée à l'université, la formation professionnelle et l'apprentissage, la décentralisation, la désectorisation, l'enseignement des langues régionales. Pour préciser la recherche, un index des noms cités est fourni en fin d'ouvrage.

PAUL Jean-Jacques éd., **TOMAMICHEL Serge éd.**, *AFEC: Association francophone d'éducation comparée/Sèvres/France*, « *Le rôle des pouvoirs publics dans l'éducation: approche comparative des évolutions et tendances récentes* », *Éducation comparée*, n° 51, mai 1996, p.1-293.

Ce document a sélectionné certains travaux des trois commissions du colloque de 1996 en les regroupant selon deux orientations: analyse, sur la base de comparaisons internationales, de la place de l'État et des questions liées à la décentralisation; évolution, globale ou portant sur des aspects particuliers, des politiques éducatives de certains pays.

WELSH Thomas, **McGINN Noël**, *La décentralisation dans l'éducation: pourquoi, quand, quoi et comment?*, Paris, IIPÉ (*Principes de la planification de l'éducation* n° 64), 1999, 106 p.

En analysant les idées, les objectifs centraux des politiques de décentralisation et les moyens mis en œuvre, le présent ouvrage vise à doter les planificateurs de l'éducation et les décideurs d'outils conceptuels utiles pour aborder la question de la décentralisation.

Études de cas

ADAMS Don, HWA KEE Geok, LIN lin, « *Linking research policy and strategic planning to education development in Lao People's Democratic Republic* », *Comparative education review*, vol. 45, n° 2, mai 2001, p. 220-241.

Sur le thème des relations entre la recherche en éducation et la mise en pratique de ses résultats dans les politiques éducatives, l'exemple du Laos est parlant et vaut pour beaucoup de nations en développement : les problèmes sont souvent bien identifiés mais la remédiation et les réformes se font attendre.

DUTERCQ Yves dir., *Comment peut-on administrer l'école ? Pour une approche politique de l'administration de l'éducation*, Presses universitaires de Paris, Paris, INRP (Éducation et formation), 2001, 192 p.

L'administration scolaire s'est construite en référence à deux sciences privilégiées : tout d'abord, la science administrative, imprégnée de droit ; ensuite, la sociologie des organisations qui a permis une analyse pertinente du fonctionnement des différentes composantes du système éducatif. L'administration de l'éducation ne peut plus se considérer comme un monde à part, d'autant que, depuis vingt ans, la décentralisation et la déconcentration sont passées par là. Les différentes contributions de cet ouvrage enrichissent la réflexion sur ce sujet. En outre, un certain nombre de pages est consacré au problème de l'État et la régulation locale de l'éducation ; pour illustrer le propos, des études de cas au Portugal, en Espagne, en Belgique et au niveau de l'OCDE sont présentées. La dernière partie, en guise de conclusion, nous conduit vers de nouveaux modèles, une nouvelle organisation et de nouvelles pratiques dans l'administration de l'éducation.

Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, *Un lycée pour le XXI^e siècle*, Paris, Ministère de l'Éducation nationale, mission de la communication, 1999, 27 p.

La réforme du lycée présentée dans ce document a été élaborée à partir des principes présentés par le ministre au Parlement après de nombreuses consultations et arbitrages. Les grands axes de la réforme y sont présentés dans les différentes voies : générales, technologiques et professionnelles. Les nouvelles mesures sont analysées comme l'aide individualisée en seconde, les travaux personnels encadrés (TPE) en première et terminale, l'éducation civique, juridique et sociale (ECJS), et les textes régissant la vie lycéenne remis à plat. Pour terminer, un calendrier des étapes de la mise en place de la réforme est fourni.

FORT Marc, WIRTH Laurent, IGEN : *Inspection générale de l'éducation nationale, La réforme du lycée général et technologique, rapport remis au ministre de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, juillet 2002, 46 p. téléchargeables du site : <http://www.education.gouv.fr>*

Ce rapport montre comment les divers éléments d'une réforme, en l'occurrence la réforme du lycée, ont été mis en œuvre et les objectifs fixés dans le texte fondateur (« un lycée pour le XXI^e siècle », mars 1999) atteints. Le rapport met en évidence la nécessité de renforcer le pilotage pédagogique au niveau de l'établissement, une plus grande autonomie de ce dernier et le pilotage partagé avec les différents niveaux de décision.

KHERROUBI Martine, ROCHEX Jean-Yves, ROBERT André D., MONFROY Brigitte, BUTLEN Denis, PELTIER-BARBIER Marie-Lise, PEZARD Monique, BAUTIER Elisabeth, « Les ZEP : vingt ans de politiques et de recherches », *Revue française de pédagogie*, n° 140, septembre 2002, p. 5-64.

Depuis qu'elle fut mise en place il y a vingt ans, la politique des ZEP a connu la succession de phases d'oubli et de phases de relance. Le principe d'une discrimination positive est acquis, mais son efficacité est souvent considérée comme incertaine. La recherche en éducation, quant à elle, s'est régulièrement penchée sur cette expérience. Le dossier présenté ici en témoigne; il démarre par une table ronde où les différents protagonistes confrontent leurs points de vue sur les rapports entre logique de recherche et logiques d'action lors de la naissance des ZEP. Quatre articles composent la suite de ce dossier: le premier sur l'opposition entre principe républicain d'égalité et principe d'équité (« affirmative action »), le deuxième sur la notion d'élève en difficulté, le troisième sur les pratiques de professeurs d'école en REP; quant au quatrième, il traite de la didactique du français en ZEP.

LECLERCQ Jean-Michel, LADERRIERE Pierre, CERYCH Ladislav, SINGH John, SINKO Matti, DOUKAS Christos, FERNANDES Domingo, SHISHOV Sergei, ANSDELL Douglas, *Stratégies des réformes éducatives : de la conception à la réalisation*, Symposium Prague (République tchèque), 4-6 novembre 1999, Strasbourg, Conseil de l'Europe, 2000, 194 p., bibliogr.

Cet ouvrage comporte sept études de cas sur la réforme de l'enseignement primaire et secondaire dans sept pays européens: République tchèque, Angleterre, Finlande, Grèce, Portugal, Fédération de Russie, Ecosse. Il couvre la dernière décennie, période de changements déterminants en Europe centrale et orientale mais aussi de mutations majeures en Europe occidentale. Certains concepts clés sont mis en lumière afin de mieux comprendre le déroulement de ces réformes. Parmi ceux-ci, on peut citer le contexte, le rythme des réformes, le processus d'évaluation, les moyens de garantir l'équité, la qualité et l'apprentissage tout au long de la vie.

PERISSET-BAGNOUD Danièle, « Le mythe du consensus : le rôle des enseignants dans les réformes scolaires en Suisse », *Revue internationale d'éducation Sèvres*, n° 30, juin 2002, p. 59-68.

Cet article fait l'analyse de la dynamique qui est à l'œuvre dans les réformes en matière de politique de l'éducation et qui résulte ici de deux facteurs: les idées impulsées par les élites auxquelles appartiennent ceux qui promeuvent l'innovation et la mentalité du public scolaire.

ROBERT André, OZGA Jenny, LAWN Martin, PYE David, ALEXIADOU Nafsika, JONES Ken, « Politiques d'éducation prioritaire: l'expérience britannique », *Revue française de pédagogie*, n° 133, décembre 2000, p. 5-36.

Série d'articles qui présentent l'expérience britannique des zones d'action éducative et examinent le plan de modernisation du gouvernement travailliste. Celui-ci a pour but de transformer la culture et les pratiques de l'éducation ainsi que la gestion du système éducatif en réorganisant les réseaux formés par les écoles, les professeurs, les parents et les municipalités. La question de la pertinence concernant le partenariat et le travail en réseau est posée. Enfin, un article examine la représentation croissante du secteur privé dans la direction et la gestion des politiques éducatives à travers la mise en œuvre des zones d'action éducative, ce qui a des conséquences sur le rôle de l'État en matière d'éducation.

TILMAN Francis, OUALI Nouria, GATHER THURLER Monica, **Piloter un établissement scolaire : lectures et stratégies de la conduite du changement à l'école**, Bruxelles, De Boeck Université (Pédagogies en développement), 2001, 241 p.

Dans le cadre d'une recherche-action, dix chefs d'établissement belges racontent comment ils ont apporté un changement au sein de leurs écoles et donnent des conseils sur la façon de le piloter. Ce livre dresse ainsi le profil du chef d'établissement novateur, donne une définition de ce que peut être le changement et analyse le phénomène du leadership sans lequel on ne peut le conduire.